

Caractérisation des intentions d'épargne induites par le premier confinement : une première exploitation de l'enquête PAT€R 2020

Luc Arrondel (PSE-CNRS), Jérôme Brun (DFE-CDC), Loïc Gautier (DRS-CDC), Makram Larguem (DFE-CDC), Aurélie Lemonnier (DRS-CDC), Ronan Mahieu (DRS-CDC), Laurent Soulat (DRS-CDC)

Mots-clés : cohésion sociale, finance, comportements d'épargne, Covid19, préférences, cycle de vie, enquête PAT€R.

Le débat public a mis en avant le supplément d'épargne des ménages français, qu'il ait été « forcé » (notamment sous l'effet de la contraction de la consommation de biens et services) ou généré par un motif de précaution en conséquence de la crise sanitaire persistante. L'Insee estime que le taux d'épargne financière des ménages a atteint un pic à 18,9 % au 2^e trimestre 2020 (à comparer à un niveau de 4,6 % en moyenne de l'année 2019). Dans le même sens, l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (réalisée par l'Insee) montre que si les soldes d'opinion sur la capacité d'épargne actuelle (resp. future) ont atteint leur maximum historique en juin (resp. juillet), le solde relatif à l'opportunité d'épargner demeure loin de ses records, suggérant que le surcroît d'épargne serait plutôt subi que choisi¹. Sur le blog de la Caisse des dépôts, Yann Tampereau propose le 1^{er} décembre 2020 une synthèse sur le surplus d'épargne des ménages français lié à l'épidémie de Covid19².

Des études sur les personnes qui ont le plus été touchées par le confinement

Plusieurs études ont également été publiées ces derniers mois, cherchant à caractériser la situation financière des ménages suite au confinement à travers les conséquences de ce dernier sur l'évolution des revenus, la situation d'emploi et de travail (temps plein, temps partiel, chômage partiel, chômage technique, télétravail...) et la consommation.

Dans une note du Conseil d'analyse économique d'octobre 2020, des chercheurs³ étudient ainsi les évolutions des dépenses de consommation et d'épargne des ménages Français en mobilisant les données quotidiennes des paiements par cartes bancaire sur un échantillon de 300 000 comptes bancaires. Ils évaluent ainsi le surplus d'épargne à au moins 50 milliards d'euros à fin août 2020. A cette date, la reprise de la consommation post-confinement n'avait donc pas complètement compensé la baisse de consommation durant le confinement. Au-delà de cette dynamique globale, les auteurs étudient l'hétérogénéité des situations durant la crise selon les secteurs de consommation et selon les ménages. Ainsi, presque 70 % du supplément d'épargne est imputable aux 20 % des ménages qui consommaient le plus avant l'épidémie (au moins 3 252 euros par mois), lesquels disposent probablement aussi des revenus les plus élevés. A l'inverse, les 20 % de ménages avec le niveau de consommation d'avant Covid19 le plus faible ont déséparné durant la période.

Dans une autre étude publiée en octobre 2020⁴, il ressort que 23 % des ménages interrogés au printemps 2020 via l'enquête Epicov⁵ réalisée par l'Insee et la Drees déclarent que leur situation financière s'est dégradée depuis le début du confinement, tandis que la grande majorité jugent leur situation financière

¹ Pour plus de détails, voir Insee Informations rapides, n°2020-195, 29 juillet 2020, voir également Banque de France, « Evaluation des risques du système financier Français », juin 2020.

² <https://www.caisseedesdepots.fr/blog/article/epargne-des-menages-quelle-ampleur-du-choc-covid19>.

³ Bounie, D., Y. Camara, E. Fize, J. Galbraith, C. Landais, C. Lavest, T. Pazem et B. Savatier (2020), « Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires », *Focus du Conseil d'analyse économique*, n°049-2020, octobre.

⁴ Givord, P. et J. Silhol (2020), « Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages », *Insee première*, n°1822, 14 octobre 2020.

⁵ L'enquête EpiCov (enquête Epidémiologie et conditions de vie) est le fruit d'une collaboration de la Drees, de l'Inserm, de Santé publique France et de l'Insee dans le contexte de la pandémie de Covid19.

stable (seuls 2 % estimant qu'elle s'est améliorée). La dégradation de la situation financière est en outre d'autant plus fréquente que les revenus des ménages étaient initialement faibles. Cette situation semble essentiellement imputable à la chute de l'activité économique (un tiers des actifs déclarent avoir subi une perte de revenu). A cet égard, les artisans et les commerçants ont été les plus directement touchés par la chute de l'activité (plus de la moitié d'entre eux ont déclaré une dégradation de leur situation financière). Les ouvriers viennent ensuite comme étant les plus affectés. Les ménages avec enfants sont plus nombreux à déclarer une dégradation de leur situation financière (c'est le cas pour 33 % d'entre eux, contre 18 % des ménages sans enfant). Deux facteurs explicatifs sont avancés : premièrement, la fermeture des établissements scolaires, contraignant les parents à restreindre leur temps de travail et se traduisant par des pertes de revenu liées aux modes d'indemnisation ; deuxièmement, la fermeture des cantines scolaires entraînant des frais non couverts par de potentielles subventions liées aux tarifs sociaux. Concernant les conséquences identifiées sur la catégorie sociale, les ouvriers ont plus été touchés par le chômage partiel ou technique que les cadres qui pouvaient plus facilement recourir au travail à distance. En termes d'âge, les plus jeunes sont plus exposés aux pertes d'emploi dans la mesure où ils occupent plus fréquemment des emplois temporaires.

La vague 2020 de l'enquête PATÉR : des Français interrogés pendant le confinement

Sans entrer dans le débat du montant d'épargne supplémentaire induit, variant selon les mesures proposées et les méthodologies mobilisées, nous cherchons plutôt ici à regarder quelles sont les caractéristiques des ménages qui anticipent davantage épargner. Pour cela, nous mobilisons la dernière vague de l'enquête PATÉR, celle de 2020⁶.

Les vagues précédentes de l'enquête PATÉR ont déjà été mobilisées de nombreuses fois par le passé pour analyser les comportements des épargnants et les hétérogénéités entre ces épargnants. Elles ont également été mobilisées pour caractériser les attitudes des Français face au système de retraite et à ses évolutions, ainsi que sur les anticipations de pension. Elles ont fourni des résultats sur le vieillissement et les attitudes face au risque de perte d'autonomie. La vague 2020 a été réalisée par voie postale par Kantar entre le 19 mars et le 8 juin 2020 auprès de 3 183 personnes de 18 ans et plus représentatives de la population française. Elle interroge sur les attentes et les préférences des Français en matière d'épargne et de patrimoine, mais également en matière de vieillissement et de retraite.

Seulement 2 % des questionnaires ont été réceptionnés après le 11 mai, date du déconfinement. On peut donc considérer que les personnes ont été interrogées durant le confinement. Même si la distribution du courrier a pu être perturbée pendant cette période, il est possible de distinguer deux périodes grâce à la date de retour du questionnaire : les retours au cours du premier mois de confinement (du 19 mars au 15 avril, soit 56 % des répondants), et ceux reçus après (du 16 avril au 8 juin, soit 44 % des répondants). En comparant les réponses entre la première et la seconde période, nous pouvons analyser comment ont évolué au cours du confinement les intentions d'épargner des personnes interrogées. Les différences éventuelles entre les deux périodes peuvent au demeurant être interprétées de manière diverse : les intentions d'épargner peuvent évoluer entre la première et la seconde période aussi bien parce que les personnes interrogées réaliseraient avec la prolongation du confinement que la crise sanitaire va avoir des conséquences économiques et sociales durables, que parce qu'elles anticiperaient de modifier leur

⁶ L'enquête PATÉR (Patrimoine et préférences vis-à-vis du temps et du risque) porte sur les comportements d'épargne des Français en tenant compte de leurs préférences, notamment à l'égard du risque (aversion pour le risque) et du temps (impatience). Elle compte 6 vagues (2007, 2009, 2011, 2012, 2014 et 2020), pour partie en panel (presque 800 individus communs entre les vagues 2012 et 2020 et 900 individus communs aux vagues 2011, 2014 et 2020). La vague 2020 est le fruit d'une collaboration entre le responsable de l'enquête PATÉR, Luc Arrondel (PSE-CNRS), et les services d'études et statistiques de deux directions de la Caisse des Dépôts, la direction des fonds d'épargne et la direction des retraites et de la solidarité.

comportement d'épargne lors de la levée du confinement annoncée pour le 11 mai. Nous faisons toutefois l'hypothèse que le premier effet devrait être prépondérant, et que les évolutions entre les deux périodes traduisent surtout l'effet propre du confinement sur les intentions d'épargner.

Deux questions posées sont d'intérêt pour mesurer l'effet du confinement, au regard de l'intention d'épargne supplémentaire des ménages :

- la question d'intention de consommer ou d'épargner davantage : « Et au global en 2020, avez-vous l'intention a) de consommer davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019 et b) d'épargner : davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019. » ;
- la question de l'intensité d'intention de consommer ou d'épargner davantage : « Toujours en 2020, veuillez indiquer ci-dessous dans quelle mesure vous pensez modifier vos comportements a) de consommation : augmenter de plus de 25%, augmenter de 10 à 25%, augmenter de moins de 10%, diminuer de moins de 10%, diminuer de 10 à 25%, et diminuer de plus de 25% ; et b) d'épargne : augmenter de plus de 25%, augmenter de 10 à 25%, augmenter de moins de 10%, diminuer de moins de 10%, diminuer de 10 à 25%, et diminuer de plus de 25%.

Des questions supplémentaires permettent d'affiner l'analyse pour caractériser les ménages selon leurs réponses aux deux questions précédentes, en fonction :

- de l'âge ;
- de la configuration familiale ;
- du statut d'activité et d'inactivité : actif, inactif en âge de travailler... ;
- du statut d'emploi : privé, public, indépendant, sans emploi ;
- du niveau de revenu et du niveau de patrimoine...

Dans la suite, les caractéristiques des personnes ayant l'intention d'épargner davantage et celles ayant rencontré de plus grandes difficultés durant le confinement sont illustrées à l'aide de graphiques. Toutefois, les résultats présentés ont été testés économétriquement (à l'aide de modèles logit) pour s'assurer que les résultats demeurent valides lorsque l'on raisonne toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire en contrôlant des différences de structure entre les répondants).

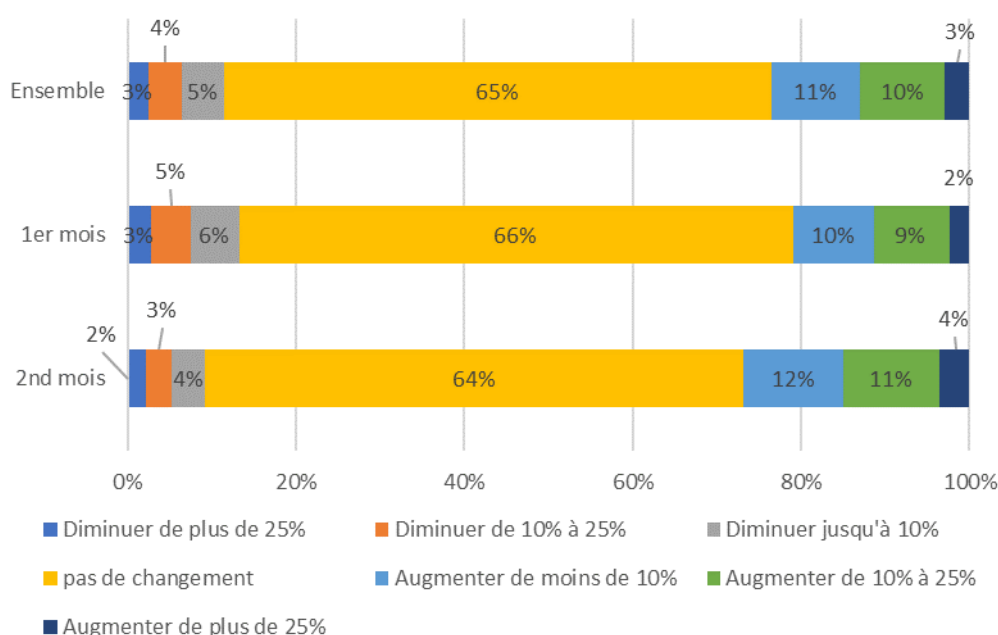
Le prolongement du confinement aurait un impact globalement haussier sur l'intention d'épargne

23,6 % des personnes interrogées déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 par rapport à 2019 (graphique 1). La durée du confinement tend à accroître cette intention d'épargner davantage entre les deux mois d'observation : ils sont 20,9 % à avoir l'intention d'épargner davantage parmi les répondants du premier mois et 26,9 % lors du second mois.

A l'inverse, 11,5 % des personnes interrogées signalent leur intention de moins épargner en 2020 qu'en 2019. Le confinement tend à diminuer cette proportion, qui passe de 13,4% le premier mois à 9,2 % le second mois.

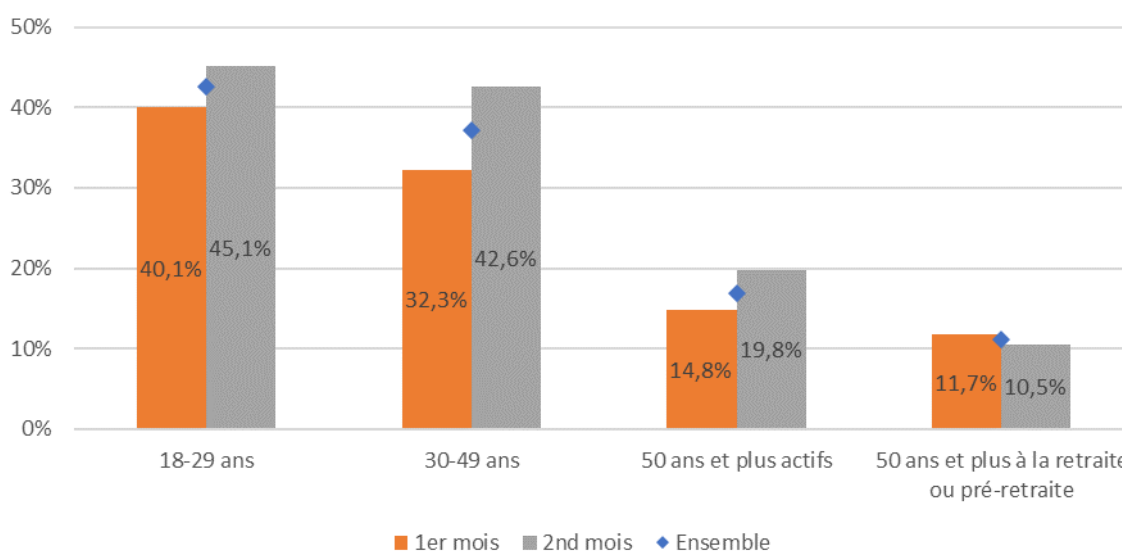
Le même constat transparaît lorsque l'on analyse l'évolution au cours du confinement de l'intensité de l'intention d'épargner : les proportions de ménages déclarant une intention de surcroît d'épargne entre 0 et 10 % (resp. de 10 à 25 %, de plus de 25 %) sont plus élevées au cours du second mois que du premier mois. Inversement, la part des personnes déclarant désépargner diminue pour tous les niveaux de désépargne (moins de 10 %, entre 10 et 25 % et plus de 25 %). La part des personnes répondant épargner de manière identique diminue également. Dans la suite de cette note, nous cherchons plus particulièrement à caractériser les catégories d'individus dont l'intention d'épargner évolue à la hausse avec le prolongement du confinement.

Graphique 1. Intentions d'évolution de l'épargne entre 2019 et 2020, selon le mois d'interrogation



Source : PATÉR 2020.

Graphique 2. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par tranche d'âge



Source : PATÉR 2020.

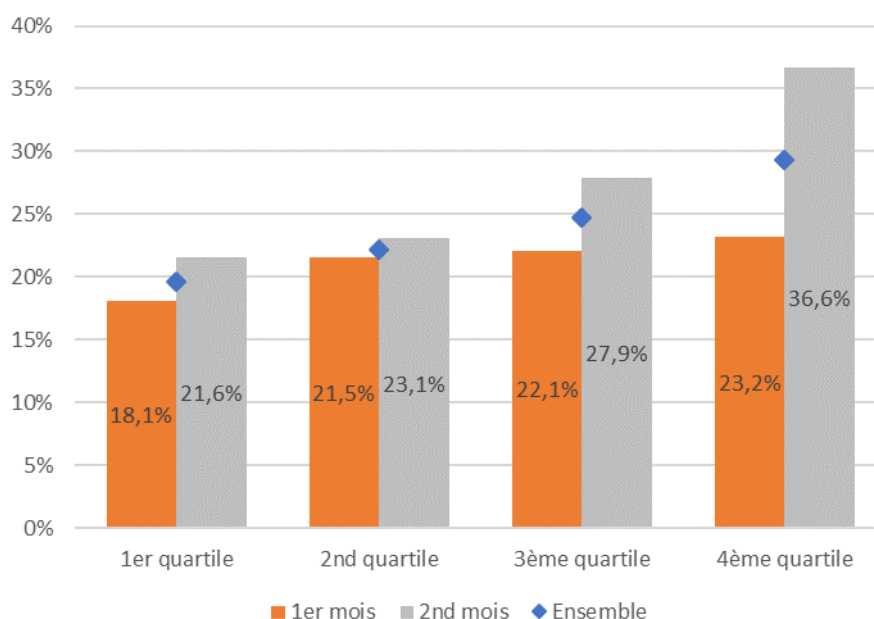
La durée du confinement joue à la hausse sur l'intention d'épargne des moins de 50 ans

Si l'on s'attarde sur l'évolution des réponses avec le prolongement du confinement, on constate une hausse entre le 1^{er} et le 2nd mois de la proportion d'individus ayant l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019 chez les personnes en âge de travailler (graphique 2), mais ce résultat n'est statistiquement significatif que pour les deux classes d'âges les plus jeunes (moins de 50 ans). La hausse est la plus marquée pour les 30-49 ans. Pour les retraités la proportion de répondants ayant l'intention d'épargner davantage diminue très légèrement au cours du confinement.

A autres caractéristiques identiques, ce sont surtout les 25 % de revenus les plus élevés qui ont l'intention d'épargner plus avec le confinement

Mesurée sur l'ensemble de la période de confinement, l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019 augmente avec le niveau de revenu (graphique 3) : 29,4 % parmi les 25 % de revenus les plus élevés (au moins 30 000 euros de revenu annuel), contre 19,6 % parmi les 25 % de revenus les plus faibles (moins de 12 000 euros de revenu annuel). Toutefois, la variabilité avec le niveau de revenu est beaucoup plus marquée lors du 2^e mois de confinement. Ainsi, alors que seulement 23,2 % des personnes ayant un revenu élevé interrogées au cours du premier mois ont l'intention d'épargner davantage en 2020, cette proportion bondit à 36,6 % au cours du second mois. A l'inverse, les intentions d'épargner ne sont pas significativement différentes entre le 1^{er} et le 2nd mois pour les personnes des deux quartiles inférieurs.

Graphique 3. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par quartile de revenu



Source : PATÉR 2020.

Si l'on regarde l'intensité du niveau d'épargne supplémentaire, les revenus les plus élevés sont proportionnellement plus nombreux à répondre avoir un surplus d'épargne supérieur à 10 % alors que les personnes ayant un revenu appartenant au troisième quartile sont proportionnellement plus nombreux à répondre avoir un surplus de moins de 10 %.

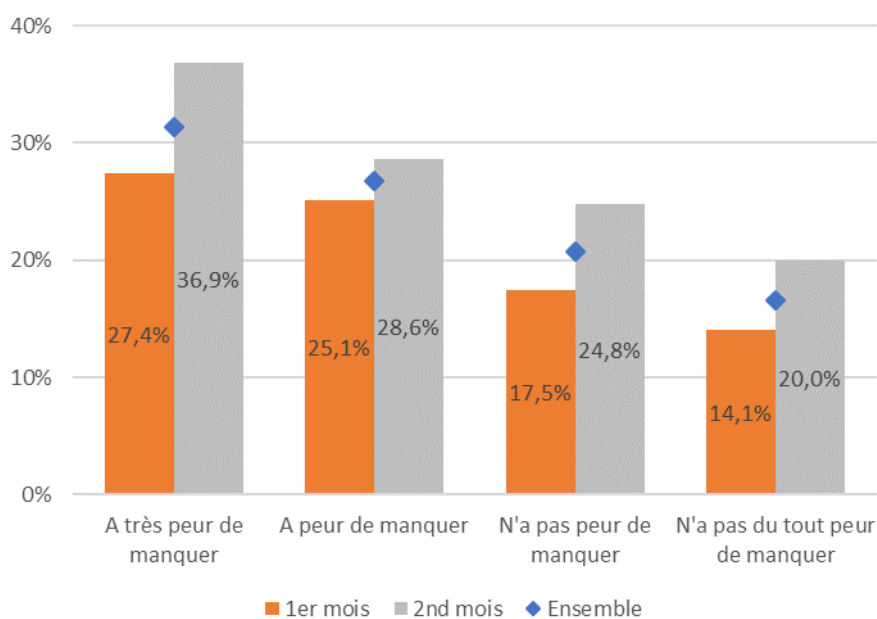
Les personnes qui ont le plus peur de manquer révisent davantage à la hausse leur intention d'épargne avec le prolongement du confinement

Le niveau d'aversion pour le risque ne semble pas avoir d'effet sur un surplus d'épargne avec le confinement⁷. On peut en effet imaginer que la préférence à l'égard du risque joue plutôt sur la structure de l'épargne (choix des produits plus ou moins risqués) que sur le montant supplémentaire d'épargne. La préférence pour le présent (l'impatience de long terme) n'a pas d'effet significatif sur le

⁷ Des questions posées dans l'enquête nous permettent de contrôler de l'aversion pour le risque, de la préférence pour le présent et de la prudence. Une personne est considérée comme ayant peur de manquer si elle a répondu « Oui, tout à fait » ou « Oui, plutôt » à la question F25 « Etes-vous plutôt du genre à avoir peur de manquer dans l'avenir ? ».

surplus d'épargne durant le confinement. Si l'on compare les deux mois de confinement, les personnes avec une faible préférence pour le présent (par rapport à celles qui ont une forte ou très forte préférence pour le présent) ne sont que marginalement plus nombreuses, avec le prolongement du confinement, à déclarer avoir l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019. En revanche, la peur de manquer semble très discriminante : la part des individus qui déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 bondit de presque 10 points entre le premier et le second mois de confinement chez les personnes qui ont le plus peur de manquer (graphique 4).

Graphique 4. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 selon la peur de manquer



Source : PATÉR 2020.

Avec le prolongement du confinement, les salariés du privé et les fonctionnaires révisent significativement à la hausse leurs intentions d'épargne

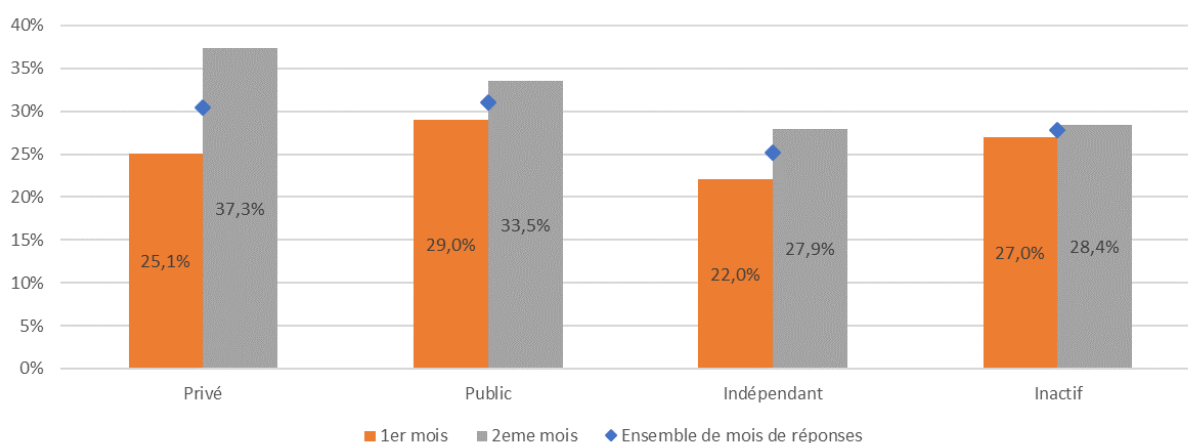
Globalement parmi les personnes non retraitées (personnes de 18 ans et plus en activité ou sans emploi, comprenant les chômeurs, déclarant ne pas être retraitées), les agents publics et les salariés du privé sont proportionnellement plus nombreux à déclarer avoir l'intention d'épargner plus en 2020 (graphique 5) que les indépendants et les personnes sans emploi (comprenant les inactifs et les chômeurs). En outre, ce sont surtout les salariés du privé qui semblent avoir le plus modifié à la hausse leurs comportements d'épargne supplémentaire sous l'effet prolongé du confinement : ils sont 25,1 % à vouloir épargner plus au cours du premier mois et 37,3 % au cours du second mois alors que l'augmentation de cette proportion n'est que de 4,5 points pour les agents publics et de 5,9 points pour les indépendants. Le surplus d'épargne conjugue probablement de l'épargne forcée et de l'épargne de précaution. En effet, à niveau de prudence et d'aversion identique⁸, l'exposition au risque des salariés du privé est probablement plus élevée que celle des agents publics (chômage partiel,

⁸ La part des personnes ayant peur de manquer est relativement voisine chez les salariés du privé et chez les agents publics, autour de 50 %. Elle s'est légèrement accrue pour les privés entre le premier et le second mois, passant de 48,2 à 50,8 %, alors qu'elle a eu tendance à légèrement diminuer pour les agents publics, de 48,5 % à 46,4 %.

chômage technique, perte d'emploi), ce qui peut engendrer une intention d'épargne de précaution plus élevée chez les salariés du privé⁹.

Les indépendants et les personnes sans emplois présentent toutefois des profils spécifiques : par exemple, par rapport à l'ensemble des non retraités de 18 ans et plus, les indépendants sont relativement plus nombreux dans les deux premiers quartiles de revenus, sont relativement plus âgés... A caractéristiques identiques, les catégories des indépendants et des inactifs ont eu moins tendance que les agents publics à afficher une intention d'épargne plus élevée à mesure que le confinement se prolongeait. En outre, les indépendants ont probablement été touchés par le confinement dès le premier mois, entraînant une perception plus immédiate de leur situation, contrairement aux salariés qui ont pu avoir une perception progressive de la situation. Ils ont probablement subi des pertes de revenu plus marquées que les salariés du privé et les fonctionnaires lors du confinement, ce qui réduit leur capacité à accroître leur épargne.

Graphique 5. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par statut professionnel



Source : PATÉR 2020 – Champ : personnes de 18 ans et plus non retraitées

Une intention d'épargner chez les personnes avec enfants à charge en nette augmentation à mesure que le confinement se prolonge

En restreignant l'analyse aux seules personnes en activité ou en âge de l'être (les 18 ans et plus non retraités), on constate que si les personnes seules ne se distinguent guère de celles en couple lors du premier mois de confinement, les choses changent lors du second mois. Avec le prolongement du confinement, l'intention d'épargner augmente nettement plus chez les personnes en couple que chez les personnes seules (graphique 6.a).

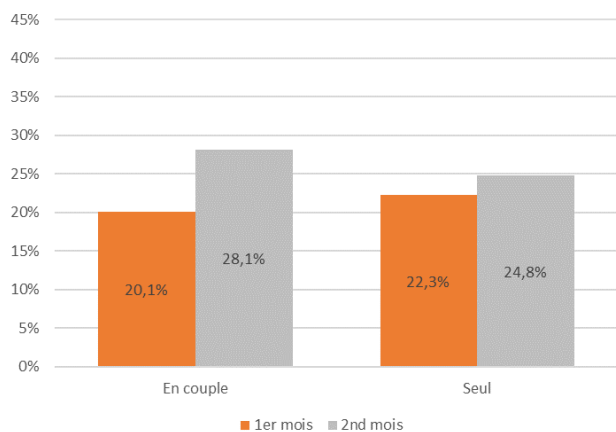
Le fait d'avoir des enfants semble également peser : non seulement les personnes avec enfants tendent à davantage anticiper d'épargner plus que les personnes sans enfants, mais l'écart entre ces deux catégories s'accroît lors du second mois de confinement (graphique 6.b). Ce résultat est encore plus marqué si l'on se restreint aux seules personnes interrogées âgées de 30 à 49 ans, davantage susceptibles d'avoir des enfants à charge. Il est probable que les personnes ayant des enfants à charge dégagent structurellement une plus grande épargne de précaution, afin d'être certaines d'être en mesure de faire face à leurs besoins. Par ailleurs, lors de la crise sanitaire, les personnes avec enfants à charge ont dû plus souvent interrompre leur activité professionnelle pour garder leurs enfants qui n'étaient plus accueillis dans les crèches et écoles, ce qui a pu les faire basculer dans des régimes

⁹ Pour plus de détails, voir Arrondel, L., A. Masson et D. Verger (2005), « Préférences face au risque et à l'avenir », Revue économique, 2005/2 (vol. 56), pp. 393-416.

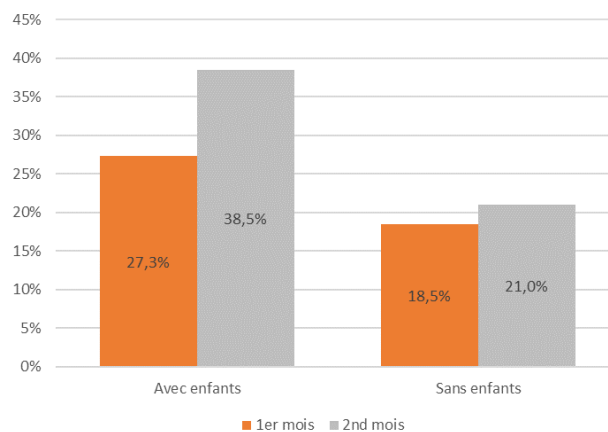
d'indemnisation (notamment le chômage partiel, qui a succédé début mai aux indemnités journalières de la sécurité sociale) induisant une perte de revenu. Aussi, à niveau de prudence, d'aversion pour le risque et d'impatience identiques, ces personnes ont pu être conduites à davantage souhaiter épargner pour motif de précaution pendant le second mois de confinement.

Graphique 6. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par situation familiale

6.a. Seul ou en couple



6.b. Avec ou sans enfants



Source : PAT€R 2020 – Champ : personnes de 18 ans et plus non retraitées.

Conclusion

Le confinement conduit les Français à davantage épargner même si près des deux tiers d'entre eux anticipent un montant similaire d'épargne en 2019 et en 2020. L'exploitation de l'enquête PAT€R permet toutefois d'affiner le diagnostic, en pointant les catégories des personnes qui revoient le plus fréquemment à la hausse leur intention d'épargne au cours du confinement : il s'agit principalement des personnes avec un plus fort niveau de revenu (un revenu individuel annuel déclaré dans l'enquête d'au moins 30 000 euros), vivant en couple avec enfants à charge, plutôt salariées du secteur privé.

Au-delà de ces quelques résultats saillants, la vague 2020 de PAT€R vient compléter les enquêtes précédentes et contribuera à éclairer de nouveau le débat sur les évolutions en matière d'épargne, de patrimoine, de retraite et de vieillissement. Elle permettra ainsi de mieux éclairer les prises de décisions publiques.